

Le budget

[Français]

Et j'attends avec impatience et optimisme votre décision.

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

M. le Président: L'honorable député de Laprairie (M. Jourdenais) a proposé une motion selon l'article 52 du Règlement afin de proposer l'ajournement de la Chambre pour un débat d'urgence.

Le sujet est très sérieux, non seulement pour tous les députés mais également pour tous les Canadiens. Je note aussi que l'honorable député a l'appui de beaucoup de députés de chaque côté de la Chambre. Comme je l'ai mentionné, c'est un sujet très important, très sérieux, mais je dois dire qu'il n'est pas approprié pour un débat d'urgence.

Il y aura beaucoup d'autres occasions pour soulever le sujet, et je remercie l'honorable député de Laprairie pour sa demande.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ BUDGÉTAIRE DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Wilson (Etobicoke-Centre): Que la Chambre adopte la politique budgétaire générale du gouvernement, ainsi que de l'amendement de M. Young (Gloucester) (p. 8636).

M. Larry Schneider (Regina—Wascana): Monsieur le Président, vous avez sans doute eu l'occasion, pendant cette semaine de relâche de la Chambre, de lire, dans le *hansard*, les remarques que j'ai faites lorsque j'ai dit que ce budget était dur et qu'il fallait beaucoup de courage et beaucoup d'audace politiques pour s'attaquer à la dette alors que d'autres se contentent uniquement de critiquer sans proposer de solution à ce problème difficile.

Les temps sont durs pour les gouvernements actuellement. Notre pays ne peut tout simplement pas se permettre de distribuer l'argent au petit bonheur. Certaines couches de la population le comprennent, d'autres non. C'est ce qui rend notre travail d'autant plus difficile.

Nous sommes attentifs, et nous faisons ce qui doit être fait. Nous avons vraiment réussi à comprimer les dépenses publiques depuis septembre 1984. Et le budget actuel n'est que la suite de notre plan financier.

Nous avons limité à 3,6 p. 100 en moyenne la croissance des dépenses au titre des programmes au cours des cinq dernières années. C'est moins que le taux de l'inflation et mieux que ce qu'ont fait tous les gouvernements provinciaux sur ce chapitre. Cela montre que le gouvernement a le sens des responsabilités, à mon avis.

Après une génération de gouvernements libéraux qui ont entraîné une croissance dans les deux chiffres des dépenses de programmes, il était plus que temps d'administrer les deniers publics de façon sensée. Entre 1970 et 1975, les dépenses de programmes ont augmenté de quelque 18 p. 100; dans les cinq années suivantes, l'augmentation a été de 10 p. 100—il s'agissait, je suppose, d'une période d'austérité—et enfin, entre 1980 et 1984, l'augmentation a été de 14 p. 100 par année. Le budget dont nous sommes saisis va à nouveau limiter la croissance des dépenses à un niveau bien inférieur au taux d'inflation. En fait, si ce n'était du paiement des intérêts sur la dette, on obtiendrait un excédent budgétaire.

Les répercussions de ce budget et d'autres mesures d'austérité annoncées plus tôt en décembre sont énormes. Les dépenses seront réduites de 3 milliards de dollars l'année prochaine et de plus de 19 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Ce type de contrôle des dépenses est difficile, mais il est nécessaire. Notre avenir, celui de nos enfants et celui du pays tout entier en dépendent; nous devons agir maintenant.

Dans les Prairies, nous savons qu'il faut juguler l'inflation. Nous comprenons les répercussions de taux d'intérêt élevés. Nous avons connu la situation catastrophique attribuable à la montée en flèche de l'inflation et des taux d'intérêt il y a quelques années. À l'heure actuelle, nous faisons de nouveau face à d'énormes pressions et nous ressentons les effets d'une stagnation causée par une série de sécheresses et de guerres commerciales internationales. On a débloqué certains crédits à notre intention, mais cela n'a pas réglé notre problème. La seule solution réside, en effet, dans de bonnes pratiques économiques de la part du gouvernement fédéral et dans l'établissement d'un climat harmonieux sur le marché international.

Nous voyons les répercussions d'une montée des taux d'intérêt à l'heure actuelle. Ce budget est un pas important vers la réduction du déficit fédéral, ce qui permettra d'alléger les pressions inflationnistes. Ce n'est qu'en réduisant le taux d'inflation que nous pouvons espérer faire baisser nos taux d'intérêt, et des taux moindres faciliteront, pour leur part, la réduction du déficit.

Il n'y a pas de solution magique au problème des taux d'intérêt, contrairement à ce que mon collègue néo-démocrate laisse entendre. Nous sommes une économie relativement petite et ouverte. Nous ne pouvons tout